Niveau(x) d'enseignement: 3 Numéro EDUQ : 8370768
Centre d'intérêt: 610

Desrosiers-Choquette, Janine.

Alimentation et nutrition en milieu scolaire primaire : bilan et perspectives / Janine Desrosiers-Choquette. -- Saint-Hyacinthe : Centre hospitalier Honoré-Mercier, Département de santé communautaire, 1982.
21, [23] f. ; 36 cm.

Cote Dewey: / Cote LC: /

Descripteur(s): *Alimentation *Questionnaire *Primaire (Niveau)

Identificateur(s) de sujet: *Education alimentaire

Depuis 1976, le Département de santé communautaire du Centre hospitalier Honoré-Mercier a mis sur pied un programme d'éducation alimentaire à l'intention des écoles primaires de son territoire (onze commissions scolaires desservies). Le rapport fait le point sur la situation de l'éducation à la nutrition dans ces écoles et propose des suggestions pratiques, réalisables à court terme, afin que ce dossier continue d'évoluer favorablement.

Parmi les points abordés, mentionnons: les structures d'intervention du milieu scolaire, le matériel éducatif utilisé en classe, les activités éducatives complémentaires réalisées au niveau de la classe ou de l'école, l'existence de services aux dîneurs. Une partie de l'information provient d'une enquête téléphonique menée auprès des écoles primaires en mars 1980. Sur 112 réponses possibles, 89 ont été recueillies. Le questionnaire est reproduit en annexe.

Une seule commission scolaire possède une politique alimentaire officielle. Le matériel utilisé en classe est presque exclusivement constitué par les ateliers "Education-nutrition" élaborés par la Fédération des producteurs de lait du Québec. Règle générale, ce matériel est surtout utilisé en classe maternelle et au premier cycle du primaire. La plupart des écoles ont également réalisé des activités complémentaires touchant à la nutrition: visites organisées, repas communautaires, présentations audiovisuelles, etc. Par ailleurs, rares sont les écoles où un service organisé est offert aux élèves qui dînent à l'école.

Type de document: r
Région(s) administrative(s): 062
Auteur de l'analyse: ar

Centre Hospitalier Honoré-Mercier Inc.

DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

2750, BOUL. LAFRAMBOISE, SAINT-HYACINTHE, QUÉ. J2S 4Y8 - TÉL.: (514) 773-5501

ALIMENTATION ET NUTRITION EN MILIEU SCOLAIRE PRIMAIRE

B I L A N E T P E R S P E C T I V E S

Janine Desrosiers-Choquette, dt.p.,
Diététiste-nutritionniste

Août 1982

INTRODUCTION

En 1981, le Conseil des Affaires sociales et de la Famille (CASF) adressait au ministre des Affaires sociales un rapport intitulé "Avis et recommandations sur l'alimentation et la nutrition en milieu scolaire des niveaux primaire et secondaire au Québec". Ce document situe fort bien les diverses facettes du complexe dossier de l'alimentation en milieu scolaire et démontre combien son évolution est lente dans l'ensemble de la province. Au cours de l'année 1981-82 s'est également effectuée une vaste réflexion, dans la province, sur la santé des jeunes (5 à 18 ans). Il en résulte actuellement une remise en question en profondeur des mécanismes d'intervention concernant cette population, incluant celle du rôle des infirmières en milieu scolaire.

Notre département est intervenu en nutrition en milieu scolaire primaire depuis 1976; les mécanismes d'action pour lesquels nous avons opté sont les mêmes que ceux adoptés dans la plupart des D.S.C..

Le présent rapport fait le point sur la situation de l'éducation à la nutrition et l'alimentation en milieu scolaire primaire sur notre territoire et, tenant compte:

a) de cette situation,

b) de l'improbabilité de la mise sur pied d'une politique globale du M.E.Q. concernant l'alimentation, à court terme,

c) de l'actuelle remise en question des interventions de santé communautaire concernant la population d'âge scolaire,

propose des suggestions pratiques, réalisables à court terme par les intervenants qui sont en mesure d'agir, afin que le dossier de la nutrition et de l'alimentation dans les écoles primaires de notre territoire continue d'évoluer favorablement.

TABLE DES MATIERES

1. HISTORIQUE..... 1

2. SITUATION ACTUELLE..... 7

3. DISCUSSION..... 12

4. PERSPECTIVES..... 20

REMERCIEMENTS..... 21

ANNEXES

1. HISTORIQUE

Au Québec, il n'existait à toute fin pratique pas de matériel éducatif en nutrition pour le milieu scolaire primaire avant que la Fédération des Producteurs de lait du Québec (F.P.L.Q.)* décide d'inclure, dans son programme de promotion, la production d'un tel matériel, en 1976. Ce faisant, cet organisme agissait à l'instar de plusieurs de ses homologues (américains et ontarien) et, dans un premier temps, traduisait et adaptait un matériel déjà produit par ces derniers. Comme ces organismes également, la F.P.L.Q. n'imposa aux enseignants qu'une contrainte à la réception de son matériel: avoir participé à un atelier de sensibilisation animé par un diététiste. Les diététistes oeuvrant en milieu scolaire (Ile de Montréal) et les diététistes-nutritionnistes du réseau des D.S.C. et C.L.S.C. furent sollicités, non seulement pour animer ces ateliers, mais aussi pour collaborer à leur planification et à l'évaluation de l'impact de la diffusion du matériel. C'est ainsi que naquit le Comité de nutrition de la F.P.L.Q., sous l'habile direction de Madame Suzanne Gendron-Rigaud, conseiller en nutrition de l'organisme. Ce comité ouvert et flexible a, par la suite, servi de support aux diverses entreprises de la F.P.L.Q. concernant la production de matériel éducatif en nutrition pour le secteur scolaire primaire. Le calendrier des activités de la F.P.L.Q. en ce domaine apparaît à la page suivante.

Notre département a, comme la plupart des D.S.C., intégré le plan d'action proposé par la F.P.L.Q. dans son programme pour la population scolaire de niveau primaire, dès 1976. La principale raison pour laquelle cette décision fut alors prise est que l'enseignant y est considéré comme l'agent multiplicateur privilégié auprès des enfants. En effet, étant donné la résistance très forte opposée au changement des habitudes alimentaires, la possibilité de nombreuses interventions par le titulaire de classe a plus de chance de produire des effets favorables que les actions ponctuelles que peut accomplir le personnel infirmier en milieu scolaire.

---

* Cet organisme a subi une restructuration et est devenu, depuis le 3 décembre 1980, l'Office des Producteurs de lait du Québec (O.P.L.Q.). Pour les fins du présent document, nous continuerons d'y référer sous le sigle F.P.L.Q..

Matériel éducatif en nutrition pour le milieu scolaire primaire
Calendrier des activités de la F.P.L.Q.

1976
- Production du matériel original "EDUCATION-NUTRITION 1er cycle".
- Diffusion de ce matériel au cours de l'année scolaire 1976-77.

1977
- Evaluation de cette première phase de diffusion auprès des enseignants.
- Publication du rapport de l'évaluation, en juin (les points saillants en sont présentés à l'annexe I).
- Planification d'un atelier de relance pour les enseignants touchés au cours de la première année de diffusion.
- Etude des projets de production de matériel dont il résulte:

  a) mise sur pied de deux sous-comités dont le mandat, tenant compte des données recueillies lors de l'évaluation, est:

     le 1er: planification de matériel pour le 2e cycle;

     le 2e : révision du matériel du 1er cycle:

  b) pour les classes de maternelle 5 ans, les diététistes volontaires pilotent "LES DECOUVERTES DE GRIGNOTE" auprès des enseignants concernés.

- Poursuite de la diffusion du matériel original "EDUCATION-NUTRITION 1er cycle" au cours de l'année scolaire 1977-78.

1978
- Production du matériel original "EDUCATION-NUTRITION 2e cycle".
- Diffusion de ce matériel au cours de l'année scolaire 1978-79.
- Poursuite de la diffusion du matériel original "EDUCATION-NUTRITION 1er cycle" au cours de l'année scolaire 1978-79.

1979
- Production du matériel révisé "EDUCATION-NUTRITION 1er cycle".

1979-80
- Diffusion de ce matériel au cours des années scolaires 1979-80 et 1980-81.
- Poursuite de la diffusion du matériel original "EDUCATION-NUTRITION 2e cycle" au cours des années scolaires 1979-80 et 1980-81.

1980
- Etude des projets de production de matériel dont il résulte la formation de deux comités dont le mandat est:

  le 1er: planification de matériel pour la maternelle 5 ans, tenant compte de l'évaluation du pilotage de "LES DECOUVERTES DE GRIGNOTE" (N.B. - Cette évaluation a été faite à partir du projet spécial réalisé par le D.S.C. de Lanaudière au cours de l'année scolaire 1978-79, d'une part, et des commentaires individuels des diététistes volontaires ayant piloté le matériel);

  le 2e : révision du matériel du 2e cycle.

1981
- Production du matériel "LES COLLATIONS DE GRIGNOTE, maternelle 5 ans".
- Production du matériel révisé "EDUCATION-NUTRITION 2e cycle".
- Début de la diffusion de ces deux productions au deuxième semestre de l'année scolaire 1980-81.

1981-82
- Poursuite de la diffusion du matériel au cours de l'année scolaire 1981-82:

  " LES COLLATIONS DE GRIGNOTE, maternelle 5 ans".
  " EDUCATION-NUTRITION 1er cycle" révisé.
  " EDUCATION-NUTRITION 2e cycle" révisé.

- Evaluation de la diffusion du matériel "EDUCATION-NUTRITION 1er et 2e cycles" (le rapport de cette évaluation est présentement en préparation).

Cette décision a impliqué pour la nutritionniste du D.S.C. les responsabilités suivantes:

- participation régulière aux travaux du comité de nutrition de la F.P.L.O.;

- information des commissions scolaires et des directions d'écoles en vue de leur proposer la tenue d'ateliers auprès des enseignants;

- animation d'ateliers de diffusion et/ou de relance de nutrition auprès des enseignants;

- information des infirmières oeuvrant en milieu scolaire primaire;

- participation, en 1979-80, à un groupe de travail sur les politiques alimentaires mandaté par le Comité régional MAS-MEO de la région socio-sanitaire 06 C (Rive-Sud).

La population scolaire de niveau primaire de notre territoire, environ 27,000 élèves, est répartie entre les onze commissions scolaires suivantes:

- Acton-Vale dont nous desservons 4 écoles,
- Argile Bleue dont nous desservons toutes les écoles,
- Granby dont nous desservons toutes les écoles,
- Magog dont nous desservons 1 école,
- Morillac dont nous desservons 2 écoles,
- Provençal dont nous desservons toutes les écoles,
- St-Hyacinthe dont nous desservons toutes les écoles,
- Sorel dont nous desservons toutes les écoles,
- Tracy dont nous desservons toutes les écoles,
- Val-Monts dont nous desservons toutes les écoles,

et Waterloo dont nous desservons toutes les écoles.

Le rythme auquel des ateliers EDUCATION-NUTRITION ont été tenus auprès des enseignants au cours des six dernières années est le suivant:

Du 1er avril	au 31 mars	Nombre d'ateliers
1976	1977	?
1977	1978	17
1978	1979	30
1979	1980	20
1980	1981	26
1981	1982	25

Le déroulement de ces ateliers a beaucoup évolué au cours de cette période. Originellement, ils furent tenus auprès de regroupements d'enseignants d'un même cycle en provenance de plusieurs écoles. Dès 1977, tenant compte des commentaires ressortant de l'évaluation de la F.P.L.Q., on tenta plutôt de privilégier l'organisation d'ateliers réunissant tous les enseignants (et autres membres de l'équipe, incluant les parents, lorsque possible) d'une même école, afin de favoriser la mise sur pied d'un plan d'action global au niveau de l'école plutôt que des actions individuelles isolées. Cependant, ceci ne fut pas toujours possible, la disponibilité des journées pédagogiques ne laissant pas toute la latitude souhaitable pour permettre de tels ateliers dans tous les milieux.

Dans le contexte qui a résulté de cette vaste organisation, le rôle de l'infirmière en milieu scolaire primaire, face à la programmation en nutrition, s'est vu radicalement modifié. D'intervenant direct, il passait à celui d'animateur et de soutien de l'action-nutrition dans l'école. Pour aider les infirmières à jouer ce nouveau rôle, des instruments furent élaborés à leur intention: boîte à lunch, soutien à l'action dans la classe de maternelle, mise à jour des documents audio-visuels disponibles, etc... sont autant de sujets sur lesquels elles furent informées et appelées à agir au cours de ces six années. Les infirmières ont, très fréquemment, initié l'organisation des ateliers EDUCATION-NUTRITION dans les écoles.

En mars 1980, vers la fin de la quatrième année de cette opération et à la faveur de la disponibilité, au D.S.C., d'une stagiaire de l'option Techniques diététiques du CEGEP de Saint-Hyacinthe, une enquête téléphonique fut réalisée auprès des écoles primaires de notre territoire afin de situer l'ensemble de l'action en nutrition dans ce milieu. La coopération du milieu scolaire fut excellente, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous:

SUJETS DE L'ENQUETE - PRINTEMPS 1980			
Commission scolaire	Nombre d'écoles physiques	Nombre d'écoles institutionnelles	Nombre de répondants
Acton Vale	5	4	4
Argile Bleue	18	14	13
Granby	16	16	16
Magog	1	1	1
Morillac	2	2	2
Provençal	4	4	4
Saint-Hyacinthe	17	14	13
Sorel	15	14	12
Tracy	9	8	7
Val-Monts	17	13	13
Waterloo	8	4	4
TOTAL	112	94	89

Le questionnaire utilisé lors de cette enquête apparaît à l'annexe II. Comme le questionnaire s'adressait à la direction de l'école, les réponses ont été recueillies par école institutionnelle. Les résultats de l'enquête, par commission scolaire, sont présentés à l'annexe III.

En mars 1980, vers la fin de la quatrième année de cette opération et à la faveur de la disponibilité, au D.S.C., d'une stagiaire de l'option Techniques diététiques du CEGEP de Saint-Hyacinthe, une enquête téléphonique fut réalisée auprès des écoles primaires de notre territoire afin de situer l'ensemble de l'action en nutrition dans ce milieu. La coopération du milieu scolaire fut excellente, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous:

SUJETS DE L'ENQUÊTE - PRINTEMPS 1980			
Commission scolaire	Nombre d'écoles physiques	Nombre d'écoles institutionnelles	Nombre de répondants
Acton Vale	5	4	4
Argile Bleue	18	14	13
Granby	16	16	16
Magog	1	1	1
Morillac	2	2	2
Provençal	4	4	4
Saint-Hyacinthe	17	14	13
Sorel	15	14	12
Tracy	9	8	7
Val-Monts	17	13	13
Waterloo	8	4	4
TOTAL	112	94	89

Le questionnaire utilisé lors de cette enquête apparaît à l'annexe II. Comme le questionnaire s'adressait à la direction de l'école, les réponses ont été recueillies par école institutionnelle. Les résultats de l'enquête, par commission scolaire, sont présentés à l'annexe III.

2. SITUATION ACTUELLE

La situation actuelle de l'alimentation et de la nutrition en milieu scolaire de niveau primaire sur notre territoire est décrite à partir des données de l'enquête effectuée au printemps 1980. La situation alors observée au niveau des écoles individuelles peut avoir évolué depuis, favorablement (à la faveur de la tenue d'un atelier de nutrition ou de toute autre forme de stimulation) ou non (l'enthousiasme spontané qui fait suite à l'atelier de nutrition peut diminuer, avec le temps...). Cependant, les mécanismes d'intervention étant demeurés les mêmes au cours des deux dernières années et ayant pu suivre l'évolution de la situation par le "feed back" que nous obtenons de notre personnel infirmier dans les écoles, nous croyons que la description de la situation que nous présentons ici correspond, dans les grandes lignes, à la réalité actuelle.

Structures d'intervention du milieu scolaire

Au moment de l'enquête, une seule commission scolaire avait une politique alimentaire officielle; cependant, au sein de cette commission scolaire, six répondants sur douze en ignoraient l'existence. Dans le cas de plusieurs autres commissions scolaires, les répondants référaient à une "politique alimentaire tacite" de leur commission scolaire: tout se passe comme si le fait d'acquiescer à la tenue d'ateliers de nutrition implique, en soi, une ligne de conduite tracée par la commission scolaire, basée sur le contenu des dits ateliers. Il ne semble pas exister, au sein des commissions scolaires, une entité préoccupée de santé et/ou nutrition autre que le comité mixte faisant affaire avec le D.S.C..

Au niveau des écoles, plusieurs répondants considèrent qu'un plan concerté concernant la nutrition y existe. Dans aucun cas, cependant, ce plan n'est écrit. Toujours, il se réfère au contenu de l'atelier de nutrition vécu par les enseignants. Ce n'est que dans de très rares écoles (2 ou 3) qu'un comité permanent de santé et/ou nutrition existe; dans plusieurs écoles, cependant, un comité ad hoc est mis sur pied pour l'organisation d'activités intensives en nutrition (journée ou semaine).

Matériel éducatif utilisé par l'enseignant, en classe

Sauf dans les classes de maternelle (où, à la faveur de la collation, plusieurs enseignants faisaient des interventions concernant

les aliments), il n'y avait à toute fin pratique pas d'intervention concernant l'alimentation dans les classes du primaire avant l'introduction du matériel EDUCATION-NUTRITION de la F.P.L.O..

A la suite des ateliers EDUCATION-NUTRITION où le matériel éducatif de la F.P.L.O. est distribué aux enseignants, ces derniers l'utilisent complètement ou en partie: certains ne s'en servent guère. L'utilisation plus ou moins soutenue du matériel est influencée favorablement par la "politique alimentaire tacite" de la commission scolaire; cependant, l'un des milieux où le matériel éducatif est le moins utilisé est celui où il y a une politique alimentaire officielle... Dans les écoles où les ateliers de relance ont été vécus, on note que l'utilisation du matériel est plus vaste et plus généralisée que dans les autres écoles. De façon générale, l'utilisation du matériel éducatif est mieux intégrée à la maternelle et au 1er cycle, quoiqu'il y ait deux commissions scolaires où ce sont les enseignants du 2^{e}cycle qui utilisent davantage leur matériel que ceux du 1er cycle. (1)

Activités de nutrition complémentaires réalisées au niveau de la classe ou de l'école

En dehors du cadre strictement académique, nombre d'activités peuvent compléter l'information en nutrition des élèves. De telles activités peuvent être réalisées au niveau de classes individuelles ou pour l'ensemble de l'école. La liste de ces activités relevées lors de notre enquête du printemps 1980 et le nombre d'écoles où elles ont été organisées apparaît à la page suivante.

Concernant les activités réalisées au niveau de la classe, elles sont organisées soit par le titulaire seul, soit par ce dernier en collaboration avec d'autres intervenants (directeurs, parents, etc...).

---

1. Dans les classes de maternelle, le matériel éducatif a été chaleureusement accueilli par les enseignants qui, majoritairement, l'utilisent. Au cours de l'année 1981-82, nous avons mis sur pied un mécanisme de soutien qui nous permettra de situer plus précisément l'action-nutrition à ce niveau, en particulier. Le rapport de cette opération paraîtra à l'automne 1982.

Quant aux activités où l'ensemble de l'école est impliquée, elles sont presque toujours sous la responsabilité conjointe de la direction de l'école et des enseignants; dans une vingtaine de cas, le comité d'école est également impliqué dans leur organisation. Les sujets traités sont le lunch à l'école, les repas équilibrés et les quatre groupes d'aliments, la collation et le déjeuner.

ACTIVITES DE NUTRITION COMPLEMENTAIRES ET NOMBRE D'ECOLES OU ELLES ONT ETE ORGANISEES (1979-80)	
A. Nature des activités réalisées au niveau de la classe	Nombre d'écoles
- Visite d'un verger	19
- Visite d'une boulangerie	18
- Visite d'une laiterie	10
- Visite d'un marché d'alimentation	7
- Visite d'une ferme	6
- Visite d'un marché en plein air	3
- Visite d'une érablière (1)	2
- Visite d'une installation d'apiculture (1)	2
- Visite d'un poulailler	1
- Visite d'une usine de mise en conserve	1
- Visite d'une usine de filtration de l'eau	1
- Repas communautaire (2)	13
- Dégustations d'aliments	8
- Fêtes soulignées avec de bons aliments (3)	6
- Autres (4)	5
- Présentations audio-visuelles	17
- Réunions de parents	5
B. Nature des activités réalisées dans l'ensemble de l'école	Nombre d'écoles
- Sensibilisation écrite	62
- Sensibilisation verbale	55
- Présentations audio-visuelles	28
- Repas communautaires et fêtes spéciales (3)	26
- Temps fort sur la nutrition (5)	25
- Dégustations et/ou commandites	19
- Contrôle de nutrition sur certaines activités (6)	7
- Autres (7)	6

1. Quoique ces activités ne rejoignent pas directement les objectifs de nutrition, elles peuvent servir à en faire un rappel.
2. Déjeuner, fête de partage, pique-nique etc...
3. Rentrée, Halloween, Noël, Pâques, etc...
4. Chants, sketches, excursions, jardinage.
5. Journée ou semaine de nutrition
6. Collations, récompenses, excursions, visites, etc...
7. Tirages, concours de recettes, jeux, etc...

Service aux dîneurs

A cause de la distance entre leur domicile et l'école ou du fait que leur mère travaille à l'extérieur du foyer, nombre d'élèves des écoles primaires dînent à l'école. Outre le service de surveillance mis en place en conséquence de cette situation, plusieurs écoles offrent, par divers mécanismes, des aliments en vente aux élèves.

Le tableau qui suit révèle les données de l'enquête de 1980, à ce sujet:

SERVICES AUX DINEURS DANS LES ECOLES

Commission scolaire	Répondants	Ecoles où des élèves apportent une boîte à lunch pour dîner (nombre approximatif de ces derniers)*	Ecoles où des aliments sont offerts en vente	Motif de la vente d'aliments		
				Compléments à la boîte à lunch	Repas complet	Collation
Acton-Vale	4	4 (450)*	3	3	1	2
Argile Bleue	14	13 (1425)*	7	4	3	
Granby	16	15 (1400)*	12	11	1	3
Magog	1	1 (100)*	1	1	1	1
Morillac	2	2 (275)*	1	1		
Provençal	4	4 (475)*	4	4	4	
Saint-Hyacinthe	13	13 (1425)*	6	6		
Sorel	14	6 (375)*	1	1		
Tracy	8	4 (225)*				
Val-Monts	13	13 (1175)*	5	2	3	2
Waterloo	4	4 (575)*	4	4		1
TOTAL	93	79 (7900)*	44	37	13	9

* Le nombre d'élèves qui apportent une boîte à lunch (7900) ne correspond pas nécessairement au nombre de dîneurs puisque dans 13 écoles un repas complet est offert: des dîneurs peuvent donc y prendre un repas sans rien apporter de la maison. On peut en conclure que le nombre d'élèves qui dînent à l'école est aux environs de 8000, au moins, sur le territoire du D.S.C..

Des 79 écoles où des élèves apportent un lunch, 44 offrent des aliments en vente à divers titres. C'est surtout en tant que compléments à la boîte à lunch que ce service est offert. Dans quelques cas, il se limite au seul service de la soupe: ailleurs, quelques articles alimentaires (desserts légers, fruits, jus, etc...) sont offerts en plus de la soupe: là où le service de repas complet est disponible, l'éventail de choix d'aliments offerts en compléments de la boîte à lunch est plus élaboré, sauf lorsque cette pratique n'est pas encouragée par le responsable du service qui considère qu'elle nuit à la rentabilité de ses opérations.

Dans les commissions scolaires où sont en place plus d'un service alimentaire (repas complet), on ne perçoit pas de ligne directrice concernant l'opération de ces services. En effet, chaque concessionnaire observe un menu qu'il élabore lui-même; ce menu observe un cycle d'une, de deux ou de trois semaines et, à toute fin pratique, n'est soumis à aucune mesure de contrôle de la part de la commission scolaire. Ces concessionnaires n'ont, en général pas de formation en production alimentaire et/ou en nutrition; certains d'entre eux s'avèrent de talentueux gestionnaires innés, mais ce n'est pas le cas pour tous ...

Les revenus de la vente de repas complets vont aux concessionnaires qui opèrent ces services alimentaires sauf dans une école où ils sont administrés par une coopérative formée par les parents des élèves qui dînent à l'école. Dans les autres cas, les revenus servent soit à l'école pour l'organisation d'activités, soit à d'autres fins (autofinancement ou autre).

Bien que, de façon générale, on s'assure de respecter la "politique alimentaire tacite" de la commission scolaire, on note tout de même la distribution d'aliments de qualité douteuse, au plan nutritif, tels que des liqueurs douces, des croustilles, du jell-o, du chocolat, etc... dans quelques écoles.

3. DISCUSSION

Lors de l'enquête du printemps 1980, les répondants des écoles primaires ont exprimé leurs commentaires sur les divers aspects de l'alimentation et de la nutrition dans leur milieu. Leurs commentaires, enrichis des observations et opinions des infirmières du D.S.C. qui y oeuvrent, d'une part, de même que de la connaissance globale du dossier acquise au cours des six dernières années, d'autre part, alimentent la discussion qui suit. Nous tenterons d'en dégager les orientations possibles et souhaitables pour les deux prochaines années. Pour les fins de cette discussion, nous reprenons les thèmes étudiés précédemment dans la description de la situation actuelle.

Structures d'intervention

A la faveur de la vogue populaire de la nutrition dans laquelle l'action du D.S.C. vis-à-vis le milieu scolaire de niveau primaire s'est inscrite, des interventions très diversifiées y ont été mises sur pied. Tout en appréciant à leur juste valeur ces réactions positives, lesquelles ont enclenché une volonté d'action et créé un climat favorable à la poursuite de cette action, il faut cependant éviter que l'enthousiasme initial ne diminue, faute d'encadrement suffisant et de soutien adéquat. C'est là une inquiétude qui a été exprimée par la plupart des répondants des écoles lors de notre enquête et qui s'avère d'ailleurs fondée par l'observation du vécu dans certaines écoles, depuis six ans. Presque toujours, les interventions en alimentation et en nutrition résultent de l'intérêt d'individus et/ou de groupes limités. Ici, c'est la commission scolaire qui dépose une politique alimentaire officielle dont on n'a qu'un pâle reflet dans le vécu scolaire; là, dans une école, on observe une action en nutrition globale, intégrée dans plusieurs aspects de la vie de l'école (collations, réunions de parents, politique de récompenses, etc...) alors que dans l'école voisine, au sein de la même commission scolaire, pratiquement aucun intérêt n'est apporté à ce sujet; ailleurs, enfin, seuls quelques enseignants accordent du temps à ce sujet dans leurs classes individuelles.

Nous pensons qu'à ce moment-ci les commissions scolaires doivent soit officialiser leur "politique alimentaire tacite", soit opérationnaliser leur "politique alimentaire officielle" afin de véritablement intégrer cette dernière dans le vécu scolaire, pédagogique et autre. Pour ce faire, il faut y intéresser tous les intervenants, à tous les niveaux: commissaires, administrateurs, conseillers pédagogiques,

comité de parents à la commission scolaire; directeur, enseignants, comité d'école, employés de soutien et élèves dans l'école. Le guide élaboré par le groupe de travail sur les politiques alimentaires du comité régional MAS-MEQ (06-C; Rive-Sud) en 1980 peut servir comme instrument de base pour la personne et/ou le groupe responsable de l'élaboration et/ou du suivi de cette politique au sein de la commission scolaire. Une liste de références pouvant également lui/leur être utiles est présentée à l'annexe IV du présent rapport; toutes ces références sont disponibles au D.S.C..

Matériel éducatif utilisé par l'enseignant en classe

Le matériel éducatif de la F.P.L.Q. a été préparé en étroite collaboration avec des nutritionnistes oeuvrant dans des commissions scolaires, des D.S.C. et des C.L.S.C.. Au cours du processus d'élaboration de son matériel, la F.P.L.Q. a constamment recueilli les commentaires des enseignants via l'évaluation du matériel initial réalisée en 1977 et, par la suite, via le pilotage direct des activités proposées dans des classes réelles. Ces commentaires des enseignants et les avis de conseillers pédagogiques spécifiquement consultés à cette fin ont contribué à rendre le matériel de la F.P.L.Q. facilement utilisable par l'enseignant dans le contexte de la classe régulière, même si la nutrition ne fait pas partie du curriculum académique obligatoire. Ainsi, le matériel "EDUCATION-NUTRITION, 1er et 2e cycles" présente un tableau d'intégration des activités proposées à des matières académiques telles que le français, les mathématiques, les sciences naturelles ou humaines, etc... (1).

Le M.E.Q. entérine la diffusion du matériel de la F.P.L.Q., ainsi qu'en témoigne l'annexe V (2). Certaines commissions scolaires (3) intègrent les activités proposées dans le matériel de la F.P.L.Q. dans le programme pédagogique qui émane de leur politique alimentaire. Nous espérons que les commissions scolaires de notre

---

(1) Bien que les suggestions d'intégration en certaines disciplines puissent s'avérer contestables, l'enseignant peut aisément intégrer l'activité proposée dans une autre matière.

(2) Certains D.S.C. ont préféré produire leur propre matériel éducatif. L'évaluation de ces expériences diverses permettra de guider le M.E.Q. dans l'éventuelle orientation de sa politique globale en matière d'alimentation et de nutrition.

(3) Baldwin-Cartier, C.E.C.M., Lakeshore.

territoire opteront aussi pour cette solution, en attendant que le ministère de l'éducation précise davantage son orientation en ce domaine. Ce faisant, elles s'assureraient que les élèves abordent l'alimentation de façon régulière, au cours des 7 années d'école primaire: en effet, le matériel de la F.P.L.Q. propose, par niveau, un certain nombre d'activités à réaliser en classe:

en maternelle 5 ans ----------20
en 1ère année ----------12
en 2e année ----------12
en 3e année ----------11
en 4e année ----------16
en 5e année ----------13
en 6e année ----------13.

Quelques-unes de ces activités, en maternelle en particulier, comportent la manipulation d'aliments dont il faut prévoir le coût au budget scolaire, à moins que l'on se procure les aliments nécessaires par d'autres moyens. Il faut, en tout cas, prévoir cet approvisionnement d'une façon ou d'une autre car l'achat d'aliments par l'enseignant lui-même est prohibitif pour ce dernier.

Les activités suggérées dans le matériel de la F.P.L.Q. peuvent donc constituer la base de l'intervention en nutrition dans la classe. Elles peuvent être complétées et enrichies par d'autres activités élaborées par l'enseignant.

Certains répondants des écoles n'ont guère apprécié la limite de distribution du matériel imposée par la F.P.L.Q. et le D.S.C. Nécessaire au début, à cause de l'insuffisance de la formation des enseignants en alimentation et en nutrition, la présence aux ateliers s'est avérée un bon instrument de sensibilisation, dans l'ensemble. A la faveur de l'amélioration du matériel lors des révisions (inclusion de notes de nutrition à l'intention de l'enseignant), la distribution du matériel EDUCATION-NUTRITION pourra, dans la phase qui s'amorce maintenant, parvenir à l'enseignant par un mécanisme moins rigide. Il faut espérer qu'éventuellement la formation des enseignants inclura les principes de base de la nutrition et de l'alimentation.

Activités de nutrition complémentaires réalisées au niveau de la classe ou de l'école.

Lors des ateliers EDUCATION-NUTRITION, nous avons toujours insisté sur l'importance, pour l'enseignement de la nutrition, de

n'être pas limité au cadre théorique des activités en classe. Pour que l'élève perçoive globalement la réalité de la nutrition saine, tout le vécu de sa vie scolaire doit en être imprégné: partout où il peut entrer en contact avec des aliments, cette préoccupation doit être présente.

En étudiant les données de notre enquête de mars 1980, nous avons vu que les activités complémentaires réalisées au niveau de la classe sont constituées, pour une large part, de visites industrielles: si la politique alimentaire de la commission scolaire intégrait, comme contenu pédagogique minimal, le matériel éducatif de la F.P.L.Q., ces visites pourraient être planifiées de façon à illustrer concrètement un des thèmes proposés dans ce matériel pour chaque niveau scolaire, ainsi que le suggère la présentation de la page 15.

Nous avons également pu constater que, pour d'autres activités complémentaires mentionnées par les répondants, plusieurs sont rapportées autant au niveau de la classe qu'à celui de l'école: repas communautaires, fêtes soulignées avec des aliments sains, dégustations et/ou commandites, etc... sont autant de moyens de concrétiser dans le vécu l'enseignement de la nutrition tandis que la sensibilisation écrite, verbale ou audio-visuelle est un instrument d'information propice autant auprès des parents que des élèves. Le niveau d'utilisation de ces diverses activités complémentaires pourrait, lui aussi, être déterminé en grande partie à partir du matériel éducatif de la F.P.L.Q.. Ainsi, concernant le matériel audio-visuel, il pourrait être utilisé selon un rythme qui tienne compte des thèmes abordés à chaque niveau scolaire dans le dit matériel; c'est ce que nous proposions en 1981-82 par la formule reproduite à la page 16. De même, concernant la sensibilisation écrite, le matériel de la F.P.L.Q. comporte, pour chaque niveau scolaire, un ensemble de communiqués aux parents qui peuvent être utilisés comme instruments de sensibilisation écrite auprès des parents et ainsi permettre de situer ces derniers par rapport à l'information véhiculée auprès de leur enfant en classe.

L'organisation, au niveau de l'école, d'une période de "temps fort" sur la nutrition et l'alimentation constitue un appui important aux activités réalisées au niveau des classes individuelles. Cependant, malgré l'indéniable contribution d'une telle organisation en tant qu'instrument de relance et de soutien, elle ne peut produire autant de bénéfice que l'action systématique et continue d'un plan qui s'échelonne, par des interventions régulières, tout au long de l'année: il est en effet regrettable de constater que, dans certaines

SUGGESTION DE CALENDRIER POUR DES VISITES INDUSTRIELLES ILLUSTRANT, PAR NIVEAU, LES THEMES DU MATERIEL DE LA F.P.L.O.

Niveau	Thème	Visite	Remarques
1ère année	Identification des fruits	Un verger - un marché en plein air	
	Identification des légumes	Un potager - un marché en plein air	
	Identification du lait et des produits laitiers	Une ferme laitière - une laiterie - une fromagerie	
2e année	Identification du pain et des céréales	Une boulangerie	Choisir, si possible, une entreprise où l'on produit du pain à grain entier.
	Identification de la viande et de ses substituts	Une ferme d'élevage (porc, poulet, dindons, etc...) Une installation de pisciculture Un étal de boucherie - une poissonnerie	
	Classification	Un marché d'alimentation	
3e année	Repas équilibrés	Un marché d'alimentation	
	Croissance et santé		L'expérience avec des souris peut être menée en collaboration avec un établissement tel qu'une école secondaire ou un Cegep.
4e année	Identification des éléments nutritifs	Une usine de filtration d'eau	
	Rôle énergétique des aliments	Une installation d'apiculture Une érablière La raffinerie de sucre	Rappeler la notion que l'ajout de sucre augmente l'énergie seulement; la modération est indiquée dans la consommation.
	Digestion		
5e année	Classification	Un marché d'alimentation	
	Rôle des aliments nutritifs	Une partie de hockey au forum	Faire le lien avec l'activité "La joute de hockey".
6e année	Repas équilibrés et collations nutritives		
	Hygiène alimentaire	Une laiterie	Pasteurisation
		Une usine de mise en conserve	Stérilisation

DEPARTEMENT DE SANTE COMMUNAUTAIRE

CENTRE HOSPITALIER HONORE-MERCIER INC.

Rythme d'utilisation suggéré du matériel audio-visuel
concernant la nutrition en milieu scolaire primaire 1981-1982

CIBLE	Niveau	Matériel	Disponible D.S.C.	S.P.	M.S.
ELEVES	Maternelle	Série de diapositives: Le rêve de Véronique Diaporama: Hortense et Stéphanie		X	X
	1ère année	Diaporama: Le collier de Stéphanie Film: Les fruits et les légumes*			X X
	2e année	Diaporama: Le pain d'épices (Stéphanie) Film: Le pain et les céréales*			X X
	3e année	Série de diapositives: Nénuphar et Serpentin Film: La croissance*		X	X
	4e année	Film: Une journée au pays de la nutrition Film: Le système digestif*			X X
	5e année	Série de diapo: Ton choix parmi les bons aliments Film: Les styles de vie*		X	X
	6e année	Film: Un vrai film d'action avec paroles et chansons sur la nutrition Film: Repas équilibrés*			X X
	Tous les niveaux	Diaporama: 3X et 3Y contre la bande des légumes		X	
PARENTS	Maternelle	Diaporama: Une bonne alimentation, ça porte fruit		X	
	Tous les niveaux	Diaporama: Grandir, jouer, resplendir	X		

Légende: D.S.C.: Département de santé communautaire
S.P.: Service de prévention
M.S.: Milieu scolaire

* de la série: Bonjour, comment mangez-vous?

N.B. - Il est probablement du ressort de la commission scolaire de se procurer les documents audio-visuels et d'en coordonner la distribution dans les écoles.

écoles, une somme considérable d'énergie est consacrée à ce type d'organisation (les élèves et les parents se voient alors littéralement submergés de toute l'information écrite disponible, incluant celle du matériel de la F.P.L.Q.) alors que l'on est muet, ou presque, sur la nutrition durant le reste de l'année. Nous souhaitons, quant à nous, que le "temps fort" consacré à la nutrition devienne, pour l'école, un moyen privilégié d'accentuer une action par ailleurs régulière et systématique en ce domaine.

A tous les paliers de l'organisation scolaire, il faut que les intervenants en viennent à tenir compte de la nutrition dans leurs actions. Sans qu'elle soit exhaustive, la liste qui suit donne une idée de l'éventail des domaines de la vie scolaire où les principes d'une saine alimentation devraient être considérés:

- aliments offerts en vente dans l'école;
- politique des collations;
- politique des récompenses;
- choix d'aliments ou de menus, offerts ou suggérés, lors d'excursions, de visites "industrielles", de journées vertes ou blanches, etc...;
- aliments pour souligner les occasions spéciales: rentrée, Halloween, Noël, Pâques, etc...;
- texte du contrat de concessions alimentaires;
- etc., etc., etc...

La promotion de bonnes habitudes alimentaires s'inscrit dans le cadre de la promotion de la santé et de la recherche d'une plus haute qualité de vie. Si, au niveau de la classe, nous considérons que cette promotion ne peut être limitée à des activités théoriques, il en est de même au niveau de l'école et de la commission scolaire. Plusieurs répondants des écoles ont soulevé cette préoccupation, lors de notre enquête de mars 1980, et, comme eux, nous croyons que la politique alimentaire d'une commission scolaire doit tenir compte du milieu de vie total de l'enfant et déboucher sur l'action communautaire.

A venir jusqu'à maintenant, le degré d'implication des parents a été plutôt faible, dans l'ensemble. Nous persistons cependant à croire que l'alimentation est un des domaines par lesquels les parents peuvent facilement s'intégrer, de façon concrète, dans le vécu scolaire.

Dans les milieux défavorisés, où la résistance au changement des habitudes alimentaires s'avère particulièrement forte, les actions complémentaires en nutrition devraient intentionnellement être organisées avec plus de vigueur et d'assiduité qu'ailleurs.

Enfin, la politique alimentaire vécue en milieu scolaire devrait éventuellement influencer les organismes communautaires locaux avec lesquels l'école entre en communication. A titre d'exemples: pourquoi le service des loisirs ne serait-il pas influencé par le milieu scolaire afin que des aliments sains soient disponibles dans les endroits où sont organisés les loisirs (aréna, stade, salles communautaires, etc...)? pourquoi le milieu scolaire ne se joindrait-il pas à d'autres organismes locaux pour souligner, par des activités stimulantes, le mois national de la nutrition? etc...

Services aux dîneurs

C'est dans une forte proportion (au moins 8,000 sur 27,000) que les élèves de niveau primaire dînent à l'école, sur notre territoire. Les services offerts à ces dîneurs varient d'une commission scolaire à l'autre et même d'une école à l'autre au sein d'une même commission. Partout, l'octroi des contrats des concessions pour l'opération de services alimentaires est effectué sans l'exigence de critères d'une saine alimentation et sans mécanisme de contrôle.

Cette situation, similaire d'ailleurs à celle de l'ensemble de la province de Québec (sauf pour l'Ile de Montréal), s'explique par le fait que le réseau scolaire n'est doté, à aucun niveau, de l'expertise diététique. Tel qu'indiqué dans le document du C.A.S.F. cité dans l'introduction du présent rapport, les nutritionnistes du réseau des D.S.C. et C.L.S.C. ont oeuvré en milieu scolaire en fonction de l'expertise propre au mandat de ces organismes, laquelle n'inclut pas la supervision et le contrôle de l'opération de services alimentaires.

Pour contrôler correctement, selon les critères de saine alimentation, l'opération de leurs services alimentaires, la solution dont dispose présentement les commissions scolaires (comme d'autres milieux: industries, etc...), est celle de recourir à l'expertise diététique en gestion de services alimentaires par voie de contrat ou honoraires professionnels. La sensibilisation des organismes scolaires à cette possibilité ne s'est, à date, opérée que très lentement: sur notre territoire, par exemple, seules deux commissions scolaires régionales (niveau secondaire) se sont prévalues, de façon sporadique, des services de diététistes en pratique privée pour l'élaboration et/ou le contrôle de leurs politiques alimentaires. La contrainte des restrictions budgétaires, évidemment plus sévère pour les commissions scolaires de petite taille, explique sans doute, pour une large part, cette situation. Cependant, on sent également beaucoup de réticence

de la part des commissions scolaires à octroyer des fonds à cette fin: de toute évidence, selon plusieurs d'entre elles, ce genre d'expertise devrait leur être fournie par le réseau du M.A.S..

Si, selon les recommandations du C.A.S.F., le M.A.S. entreprend auprès du M.E.Q. une démarche afin de susciter l'éclosion d'une politique globale de nutrition en milieu scolaire, cette dernière devra éventuellement déterminer auquel de ces deux ministères revient la responsabilité de fournir l'expertise diététique en gestion de services alimentaires. Dans l'alternative où elle serait confiée au secteur de l'éducation, cette expertise pourrait éventuellement être offerte à partir des bureaux régionaux du M.E.Q.. Cependant, il nous semble que le M.A.S., mandataire officiel de la politique québécoise en matière de nutrition, aurait intérêt à assumer cette responsabilité: en effet, il pourrait ainsi, dans un premier temps, développer cette expertise en milieu scolaire pour, par la suite, la rendre disponible aux autres secteurs d'activités (petites entreprises, centres communautaires, etc...) où le service de repas à des collectivités la requiert. Pourquoi l'expertise diététique en gestion de services alimentaires ne serait-elle pas jumelée à celle de nutrition communautaire qui y est déjà acquise, au niveau de chaque D.S.C.?

4. PERSPECTIVES

Tel qu'indiqué précédemment, quelques suggestions concrètes concernant l'action en nutrition dans le milieu scolaire de niveau primaire sont maintenant proposées ici. L'auteur du présent rapport est d'avis que ces propositions sont réalisables à court terme, i.e. au cours des deux ou trois prochaines années. Elle espère que, dans ce délai, la collaboration du M.A.S. et du M.E.Q. concernant ce dossier aura progressé et qu'en conséquence les positions de ces deux ministères seront, pour les organismes de leur réseau respectif, plus précises.

Milieu scolaire

Tenant compte de l'expérience vécue et rapportée dans les pages qui précèdent, chaque commission scolaire de notre territoire possède suffisamment d'éléments pour se doter d'une politique alimentaire dont le matériel éducatif de la F.P.L.O. peut devenir la pierre angulaire, fournissant un cadre de référence de base structuré tout en laissant aux écoles individuelles une large place à l'initiative et à l'imagination pour l'action communautaire.

Département de santé communautaire

Dans le cadre de l'actuelle remise en question de son action auprès de la population de 5 à 18 ans et à la suite de son action des six dernières années en nutrition en milieu scolaire de niveau primaire, le D.S.C. doit à ce moment-ci modifier le rôle de ses intervenants en ce milieu.

La nutritionniste, quant à elle, ne devrait plus intervenir directement dans les écoles (sauf celles où les ateliers de diffusion du matériel EDUCATION-NUTRITION n'ont pas encore été complétés), réservant ainsi sa disponibilité afin de guider l'action des infirmières en milieu scolaire de même que pour se consacrer davantage aux autres groupes de population, au sein de l'équipe de programmation du D.S.C.

Les infirmières, quant à elles, devraient voir leur rôle d'animatrices-santé du milieu scolaire être accentué. Le plan d'action qui les guidera en ce sens, concernant la nutrition, pour l'année scolaire 1982-83, est présenté à l'annexe VI.

REMERCIEMENTS

Plusieurs personnes et organismes ont collaboré avec nous au cours des six années de notre action en nutrition en milieu scolaire primaire, et nous tenons à les remercier:

- les commissions scolaires qui nous ont autorisé à donner les ateliers et qui ont collaboré à leur organisation: elles ont également toutes collaboré à notre enquête du printemps 1980;

- les directions d'écoles et leurs équipes incluant les parents: grâce à elles, la nutrition a commencé à faire partie de la vie scolaire: merci également pour la participation si importante à l'enquête de mars 1980;

- l'équipe administrative du D.S.C., les chefs des services de prévention et notre dévoué personnel infirmier en milieu scolaire primaire;

- Louise Racicot, stagiaire du CEGEP de Saint-Hyacinthe: l'infatigable interviewer téléphonique de notre enquête en mars 1980;

- Lynda Bouchard, stagiaire de l'Université de Montréal, qui a préparé les rapports individuels des commissions scolaires de l'enquête de 1980;

- le personnel clérical du D.S.C. en particulier Mesdames Rachel Morin et Mona Frenette pour leur patience et leur célérité.

ANNEXE I

EVALUATION DU PROGRAMME EDUCATION-NUTRITION (JUIN 1977)

Impressions des enseignants: points saillants

. plusieurs enseignants réalisent les diverses étapes du programme à leur façon, soit en inventant de nouveaux jeux, soit en se limitant à des discussions sur la nutrition avec les élèves.

. les enseignants utilisent surtout un seul jeu par étape.

. les enseignants estiment le bricolage "ennuyeux" et n'utilisent pas les jeux qui demandent du bricolage.

. les jeux suggérés dans le programme sont assez peu réalisés. Sauf celui des aliments-mystères.

. les enseignants peuvent difficilement faire la distinction entre ce qu'il faut enseigner et sur ce qui constitue les connaissances de base en nutrition.

. il manque un cadre d'utilisation plus précis. Il faudrait que les objectifs soient divisés en étapes et gradués chronologiquement.

. les enseignants désirent plus d'informations sur la nutrition et des directives plus précises sur ce qu'il faut enseigner aux élèves.

. 2/3 des répondants demandent que des plans de cours détaillés soient fournis avec le programme.

Hôpital Honoré-Mercier Inc.

DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE

2750, BOUL. LAFRAMBOISE, SAINT-HYACINTHE, QUÉ. Tél. (514) 773-5501

Printemps 1980

ENQUÊTE - Mise à jour des activités de nutrition et d'alimentation en milieu scolaire primaire sur notre territoire

IDENTIFICATION DE L'ECOLE

Nom de l'école: Téléphone:

Principal:

Adresse:

Municipalité:

Commission Scolaire:

Nombre d'élèves	PR-MAT	MAT	1e	2e	3e	4e	5e	6e	SP
Total:									

Nom de l'infirmière:

EDUCATION NUTRITION (F.P.L.Q.)	Ancien 1er cycle - Diffusion Ancien 1er cycle - Relance 2e cycle - Diffusion Nouveau 1er cycle - Diffusion 2e cycle - Relance	

Deuxième partie: DANS LA CLASSE

PROGRAMMES EDUCATIFS, PAR L'ENSEIGNANT, EN CLASSE

A- A LA MATERNELLE

1- Les découvertes de Grignote (F.P.L.Q.)

- La (les) jardinière(s) a (ont) le document en main.

oui ☐ non ☐

- Appliquent-elles le programme?

oui ☐ non ☐

Complètement ☐

En partie ☐

Seule ☐

En collaboration avec d'autres individus:

Infirmière de l'école ☐

Personne-ressource en nutrition ☐

Parents ☐

Autres: _____ ☐

_____

.../3

DANS LA CLASSE

A- A LA MATERNELLE (suite)

2- La jardinière se sert-elle d'autre matériel pour l'enseignement de la nutrition?

	oui	non
M. Savoureux	☐	
Le bonhomme en forme	☐	
Autres: _____ _____	☐	

- Elle l'applique:

Complètement	☐
En partie	☐
Seule	☐
En collaboration avec d'autres individus:	
Infirmière de l'école	☐
Personne-ressource en nutrition	☐
Parents	☐
Autres: _____ _____	☐

.../4

/4a

DANS LA CLASSE

PROGRAMMES EDUCATIFS, PAR L'ENSEIGNANT, EN CLASSE

B- 1er cycle (1ère, 2e et 3e années)

Les enseignants ont en main L'ANCIEN MATERIEL, EDUCATION-NUTRITION (F.P.E.Q.) 1er cycle

1. Les enseignants utilisent-ils le matériel?

oui ☐ non ☐

En	1ère année	2ème année	3ème année
Complètement			
En partie			

- Y a-t-il entente entre les enseignants des trois (3) niveaux pour utiliser chacun une partie du programme, de façon séquentielle

oui ☐ non ☐

2. Les enseignants utilisent-ils d'autre matériel?

oui ☐ non ☐

Si oui, nommer:

_____

_____

.../4b

DANS LA CLASSE

PROGRAMMES EDUCATIFS, PAR L'ENSEIGNANT, EN CLASSE

B- 1er cycle (1ère, 2e et 3e années)

Les enseignants ont en main le NOUVEAU MATERIEL, EDUCATION-NUTRITION (F.P.L.Q.) 1er cycle

1. Les enseignants utilisent-ils le matériel?

oui ☐ non ☐

Si oui:

En	1ère année	2ème année	3ème année
Complètement			
En partie			

- Font-ils parvenir les communiqués aux parents?

oui ☐ non ☐

2. Les enseignants utilisent-ils d'autre matériel?

oui ☐ non ☐

Si oui, nommer:

_____

_____

DANS LA CLASSE

PROGRAMMES EDUCATIFS, PAR L'ENSEIGNANT, EN CLASSE

C- 2e cycle (4e, 5e et 6e années)

Les enseignants ont en main l'ANCIEN MATERIEL, EDUCATION - NUTRITION (F.P.L.Q.) 1er cycle

1. Les enseignants utilisent-ils le matériel oui ☐ non ☐

Si oui:

En	4e année	5e année	6e année
Complètement			
En partie			

Les enseignants du 1er et du 2e cycle ont le même matériel

- Y a-t-il une entente entre les enseignants des 3 niveaux du 1er cycle, (s'il y a lieu) et les enseignants des 3 niveaux du 2e cycle pour utiliser le programme de façon séquentielle

oui ☐ non ☐

OU

- Y a-t-il entente entre les enseignants des 3 niveaux pour utiliser chacun une partie du programme, de façon séquentielle?

oui ☐ non ☐

2. Les enseignants utilisent-ils d'autre matériel?

oui ☐ non ☐

Si oui, nommer:

_____

_____

DANS LA CLASSE

PROGRAMMES EDUCATIFS, PAR L'ENSEIGNANT, EN CLASSE

C- 2e cycle (4e, 5e et 6e années)

Les enseignants ont en main le MATERIEL, EDUCATION - NUTRITION, (F.P.L.Q.) 2e cycle

1. Les enseignants utilisent-ils le matériel?

oui ☐ non ☐

Si oui:

En	4e année	5e année	6e année
Complètement			
En partie	/		

- Font-ils parvenir les communiqués aux parents?

oui ☐ non ☐

2. Les enseignants utilisent-ils d'autre matériel?

oui ☐ non ☐

Si oui, nommer:

_____

_____

DANS LA CLASSE

ACTIVITÉS NON-ACADÉMIQUES (au niveau de la classe)

1. En dehors d'activités pédagogiques, la maîtresse a-t-elle fait l'objet d'autres types d'activités au niveau de classes spécifiques

oui ☐ non ☐

	M	P	1	2	3	4	5	6	SP
Visite d'un potager									
Visite d'un verger									
Visite au marché									
Excursion									
Disque-en-cue									
Présentation audio-visuelles									
Visites industrielles									
→ Boulangerie									
→ Laiterie									
Rencontres-parents									

2. Ces activités ont été organisées par l'enseignant

en collaboration ☐ seul ☐

Inspectrice de l'école ☐

Personnes-ressources en nutrition ☐

Parents ☐

Autres _____ ☐

_____ ☐

/7

Troisième partie: DANS TOUTE L'ECOLE

A- INTERVENTIONS DE STIMULATION

1. La nutrition (alimentation) fait-elle l'objet d'interventions au niveau de toute l'école — oui ☐ non ☐

→ page 9 VENTE...

2. Nature des interventions

- Sensibilisation écrite (communiqués, journal, etc...) ☐
- Sensibilisation verbale (conférences, etc...) ☐
- Présentations audio-visuelles ☐
- Dégustations et commandites ☐
- Concours de recettes ☐
- Repas communautaires et/ou fêtes spéciales ☐
- Semaine de nutrition ☐
- Autres _____ ☐
  _____ ☐

3. Fréquence des interventions

quotidiennement ☐
hebdomadairement ☐
mensuellement ☐
au besoin ☐
autres: _____ ☐
_____ ☐

.../8

DANS TOUTE L'ECOLE

A- INTERVENTIONS DE STIMULATION (suite)

4. Qui organise les interventions?

des enseignants qui y sont attirés ☐

le principal ou son adjoint ☐

le comité d'école ☐

des délégués au comité d'école ☐

autres ☐

5. Les parents sont-ils impliqués lors de ces interventions?

oui ☐

non ☐

6. Sujets traités au cours de ces interventions:

Déjeuner ☐

collation ☐

boîte à lunch ☐

lait-école ☐

Groupes d'aliments

lait et produits laitiers ☐

fruits et légumes ☐

viande et substituts ☐

pain et céréales ☐

autres: _____ ☐

_____ ☐

.../4

DANS TOUTE L'ÉCOLE

B- VENTE D'ALIMENTS

1. Y a-t-il vente d'aliments dans l'école?

oui ☐ non ☐

→ page 13 Polte...

2. Cette vente est-elle soumise à des restrictions?

oui ☐
non ☐

3. Qui s'occupe de cette vente d'aliments?

Concessionnaire ( ) ☐
Principal de l'école ☐
Professeur en particulier ☐
Les parents ☐
Autres ☐

4. La sensibilisation à une meilleure alimentation se rend-t-elle jusqu'aux personnes désignées à cette vente d'aliments? oui ☐
non ☐

5. Les enseignants peuvent-ils se procurer dans l'école des aliments interdits aux élèves?

oui ☐
non ☐

6. A qui vont les revenus de la vente d'aliments?

L'école ☐
Le concessionnaire ☐
Le comité d'école ☐
Autres: ☐

.../13

DANS TOUTE L'ECOLE

B- VENTE D'ALIMENTS (suite)

7. Dans votre institution, offrez-vous en vente des aliments

a) pour la collation

	oui ☐	non ☐
Lesquels parmi ceux-ci		
Muffins	☐	
Carré aux dattes	☐	
Biscuit à la farine d'avoine	☐	
Autres biscuits	☐	
Lait	☐	
Lait au chocolat	☐	
Cube de fromage	☐	
Yogourt	☐	
Crème glacée	☐	
Fruits frais	☐	
Légumes crus	☐	
Jus	☐	
Breuvage aromatisé	☐	
Oeufs durs (vinaigre)	☐	
Tablette de chocolat	☐	
Autres	☐	

DANS TOUTE L'ECOLE

B- VENTE D'ALIMENTS (suite)

b) Pour compléter la boîte à lunch du dîner

	oui	non
Soupe	☐	
Sandwich	☐	
Fruits	☐	
Légumes crus	☐	
Jus	☐	
Breuvage	☐	
Fromage	☐	
Lait	☐	
Yogourt	☐	
Dessert: Beignes, gâteau, tartes, poudings au lait	☐	

c) Repas complet du dîner (cafétéria) oui ☐ non ☐

- La vente se fait

  par unités d'aliments ☐
  par repas complet ☐

- Qui établit le menu?

  concessionnaire ☐
  personne ressource en nutrition ☐
  autre: _____ ☐
  _____ ☐

.../12

DANS TOUTE L'ECOLE

B- VENTE D'ALIMENTS (suite)

- Cycle de mets

  1 semaine ☐

  2 semaines ☐

  3 semaines ☐

  4 semaines et plus ☐

  autres ☐

- Le mets principal, chaque jour

  un seul ☐

  un choix de deux ☐

  un choix de trois ☐

- Planification: tient-on compte des saisons d'abondance pour offrir un large éventail d'aliments frais

  oui ☐

  non ☐

- Information complémentaire sur la cafétéria, s'il y a lieu.

.../1

DANS TOUTE L'ÉCOLE

C- BOÎTE À LUNCH

- Dans votre école combien y a-t-il d'élèves qui apportent leur boîte à lunch?

_____

- Où sont entreposées les boîtes à lunch?

Dans les casiers ☐
Dans une pièce réfrigérée ☐
Dans la classe ☐
Dans un garde-manger ☐
A la cafétéria ☐
Autres: _____ ☐
_____ ☐

- A votre avis, le local des dîneurs est:

Très agréable ☐
Convenable ☐
Inadéquat ☐

Commentaires: _____
_____
_____

Quatrième partie: EVALUATION

1. Êtes-vous en mesure de dire si les actions en nutrition menées dans votre école ont données des résultats?

oui ☐ non ☐

Comment les évaluez-vous?

Excellents ☐
Très bons ☐
Bons ☐
Médiocres ☐
Nuls ☐

2. Concernant les activités de nutrition dans l'école, comment considérez-vous la participation?

a) des enseignants:
Très bonne ☐
Bonne ☐
Passable ☐
Médiocre ☐

b) de l'infirmière:
Très bonne ☐
Bonne ☐
Passable ☐
Médiocre ☐

c) des parents:
Très bonne ☐
Bonne ☐
Passable ☐
Médiocre ☐

.../1>

EVALUATION (suite)

d) autres intervenants:

Très bonne ☐
Bonne ☐
Passable ☐
Médiocre ☐

3a) Considérez-vous que vous recevez le support requis pour entreprendre et/ou poursuivre l'activité en nutrition dans votre école?

non ☐ oui ☐

b) Quelles sont, d'après vous, les difficultés rencontrées dans l'école, concernant les activités de nutrition.

Insuffisance des connaissances ☐
Manque de soutien de personnel spécialisé ☐
Manque de temps ☐
Autres: ☐
☐

4a) Comment entrevoyez-vous l'action-nutrition dans votre école, à l'avenir:

L'implanter sur le plan pédagogique à tous les niveaux ☐
Continuer tel quel ☐
Accentuer l'action déjà prise ☐
A mettre de côté ☐

.../16

b) Pourquoi?

5. Commentaires du principal, s'il y a lieu

.../17

6. Commentaires de l'interviewer

ANNEXE III

a- Commission scolaire d'Acton-Vale

b- Commission scolaire de l'Argile Bleue

c- Commission scolaire de Granby

d- Commission scolaire de Magog

e- Commission scolaire Morillac

f- Commission scolaire Provençal

g- Commission scolaire de Saint-Hyacinthe

h- Commission scolaire de Sorel

i- Commission scolaire de Tracy

j- Commission scolaire Val-Monts

k- Commission scolaire de Waterloo

REFERENCES DIVERSES SUR LE SUJET DE LA NUTRITION ET DE L'ALIMENTATION EN MILIEU SCOLAIRE			SUJETS TRAITES		
Titre du document	Organisme	Date	Général	Éducation	Services alimentaires
Règlement no 49, politique alimentaire	Conseil scolaire de l'Ile de Montréal	?	V	V	V
Nutrition en milieu scolaire	M.A.S.	1974	V		V
Guide d'aménagement des cuisines	M.E.Q.	1974			V
Directives pour les programmes d'alimentation scolaire au Canada	Santé et Bien-être social, Canada	1976	V		V
Evaluation du programme EDUCATION-NUTRITION	Fédération des Producteurs de lait du Québec	1977		V	
L'alimentation à l'école - Recommandation	Conseil supérieur de l'éducation - M.E.Q.	1977	V		
Politique québécoise en matière de nutrition	M.A.S.	1977	V		
Food Service Policy	South Shore Protestant School board	1978			V
Pour que se réalise le rôle éducatif du service alimentaire à l'école secondaire	Groupe de diététistes en provenance de la C.E.Q., de D.S.C. et C.L.S.C. sanitaires 01-02-03-04-08-09	1979			V
La compétence en nutrition des enseignants à l'élémentaire	Thèse de maîtrise en nutrition - U. de Mtl (Ilse St-Pierre)	1979		V	
Rapport sur l'évaluation du programme LES DECOUVERTES DE GRIGNOTE	Equipe Canada au Travail - D.S.C. de Lanaudière	1979		V	
Politique alimentaire cadre pour les commissions scolaires de la région socio-sanitaire 06-C	Groupe de travail - Comité M.A.S.-M.E.Q. régional (06-C/Rive-Sud)	1980	V	V	V
Guide des collations en milieu scolaire	D.S.C. St-Jérôme	1980		V	
Rapport d'analyse du contenu du programme EDUCATION-NUTRITION (F.P.L.Q.)	D.S.C. - Hôtel-Dieu de Lévis	1980		V	
Avis et recommandations sur l'alimentation et la nutrition en milieu scolaire des niveaux primaire et secondaire au Québec	Conseil des affaires sociales et de la famille M.A.S.	1981	V	V	V
Working paper on school food services. Ce document inclut: a) Guidelines for assessing: - services of catering companies - food services in individual schools b) Recommandations for canteen and vending machines	Committee of Local Official Health Agencies and Ontario Ministry of Health nutritionnists	?			V

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale
du développement pédagogique

16 – 0055 – 08

CERTIFICAT D'APPROBATION
B. A. M. D.

Conformément à l'article 17 de la loi sur l'Instruction publique, le matériel soumis par votre entreprise correspond aux critères de qualité définis par le ministère de l'Éducation du Québec.

Votre ouvrage a reçu l'approbation du ministère de l'Éducation, il pourra désormais être utilisé dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

Votre matériel paraîtra dans la "Liste officielle du matériel didactique approuvé" selon la description et les conditions ci-après mentionnées:

80	018	FORMATION PERSONNELLE E^T SOCIALE
Année	N° séquentiel	

EDUCATION NUTRITION c1979
Fédération des producteurs de lait du Québec
- cahiers d'exercices
- guide de l'enseignant(e)
- fiches
- matériel de manipulation
- affiches
- communiqués aux parents

Primaire 1, 2, 3
Matériel complémentaire
Fin de l'approbation: juin 1984

Date 1982-02-05

MT/nl

Luc Carrier, coordonnateur
Bureau d'approbation du
matériel didactique

16 – 0055 – 08

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
Direction générale
du développement pédagogique

CERTIFICAT D'APPROBATION
B. A. M. D.

Conformément à l'article 17 de la loi sur l'Instruction publique, le matériel soumis par votre entreprise correspond aux critères de qualité définis par le ministère de l'Éducation du Québec.

Votre ouvrage a reçu l'approbation du ministère de l'Éducation, il pourra désormais être utilisé dans les écoles primaires et secondaires du Québec.

Votre matériel paraîtra dans la "Liste officielle du matériel didactique approuvé" selon la description et les conditions ci-après mentionnées:

80	019	FORMATION PERSONNELLE ET SOCIALE
Année	N° séquentiel	

EDUCATION NUTRITION c1981
Fédération des producteurs de lait du Québec
- cahiers d'exercices
- guide de l'enseignant(e)
- fiches
- affiches
- graphiques

Primaire 4, 5, 6
Matériel complémentaire
Fin de l'approbation: juin 1984

Luc Carrier

Date : 1982-02-05

Luc Carrier, coordonnateur
Bureau d'approbation du
matériel didactique

MT/ml

A N N E X E V I

C.H.H.M. - DEPARTEMENT DE SANTE COMMUNAUTAIRE

NUTRITION EN MILIEU SCOLAIRE PRIMAIRE

PLAN D'ACTION DE L'INFIRMIERE

1982 - 1983

Préscolaire

1. Distribution, là où il y a lieu, du matériel: LES COLLATIONS DE GRIGNOTE

2. Distribution des ensembles d'affiches reliées à: LES COLLATIONS DE GRIGNOTE

3. Relance et observation de l'action en nutrition dans les classes de maternelle 5 ans

   a) Evaluation de la connaissance d'une bonne collation:
      - pré-test (fin-septembre / début-octobre)
      - post-test (mai)

   b) Stimulation et/ou soutien à l'enseignant
      - rencontres régulières
      - collaboration à l'organisation d'une rencontre de parents - Diaporama: "Une bonne alimentation, ça porte fruit"
      - questionnaire aux parents (mai)

1er et 2e cycles

1. Distribution, là où il y a lieu, du matériel révisé: EDUCATION-NUTRITION

2. Stimulation et/ou soutien à l'enseignant

3. Mise à jour de l'action en nutrition dans la classe

Dans toute l'école

1. Planification d'un atelier de relance en nutrition pour le 2e semestre ou l'année 1983-1984.

2. Stimulation et/ou soutien à l'équipe-école:

   a) Matériel audio-visuel
   b) Lait-école
   c) Collations
   d) Déjeuner
   e) Repas de midi à l'école
   f) Temps fort en nutrition (mois de la nutrition?)
   g) Nutrition et activité physique

3. Mise à jour de l'action en nutrition dans l'école